

DÉLIBÉRATION N° : 20161227_45

OBJET :

**Budget Primitif 2017 :
Attribution d'une
subvention au CLUB
DES PERSONNES AGEES
DE LA PAIX**

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

Le Député-Maire expose :

Le CLUB DES PERSONNES AGEES DE LA PAIX joue un rôle très significatif, en poursuivant son objet statutaire à savoir, l'organisation des loisirs et du cadre de vie des personnes âgées membres du club : journées d'échanges, sorties, repas divers, voyages, participation à la Semaine Bleue.

Afin de permettre à l'association de maintenir ses activités programmées sur l'année 2017, il convient que le conseil municipal délibère sur le montant de la subvention à allouer à ladite association, ainsi que sur l'attribution des aides en nature suivantes :

- la mise à disposition gracieuse et ponctuelle du domaine public communal (places et voies publiques ; salles ; etc.) ;
- les prestations de restauration dans la limite maximale de 350,00 €.

Par conséquent, il est demandé au conseil municipal :

- d'attribuer au CLUB DES PERSONNES AGEES DE LA PAIX une subvention d'un montant de 500,00 € (ligne d'imputation budgétaire 6574) ;
- d'approuver l'attribution des aides en nature susvisées ;
- d'autoriser le Député-Maire à signer tout document ou pièce se rapportant à cette affaire.

Le conseil municipal est invité à en délibérer.

Après avoir entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la note explicative de synthèse n°45,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à ***l'unanimité des suffrages exprimés*** :

Présents : 28

Représentés : 6

Pour : 34

Abstentions : 0

Contre : 0

Article 1^{er} .- **ATTRIBUE** au CLUB DES PERSONNES AGEES DE LA PAIX une subvention d'un montant de 500,00 € (ligne d'imputation budgétaire 6574).

Article 2.- **APPROUVE** l'attribution des aides en nature suivantes :

- la mise à disposition gracieuse et ponctuelle du domaine public communal (places et voies publiques ; salles ; etc.) ;
- les prestations de restauration dans la limite maximale de 350,00 €.

Article 3.- **AUTORISE** le Député-Maire à signer tout document ou pièce se rapportant à cette affaire.

Article 4.- La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Saint Denis de la Réunion dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Pour extrait certifié conforme,
L'adjoint délégué
Christian LANDRY

Acte rendu exécutoire par télétransmission en
Préfecture le :

Et publication ou notification

Du : 09 JAN. 2017

